

INDÉFILMS 2

**Société pour le Financement
de l'Industrie Cinématographique et Audiovisuelle**

Constitution par Offre au Public de Titres Financiers.

**Siège social : 5, rue de la Rochefoucauld – 75009 PARIS
Capital de 5 000 000 Euros**

Prospectus

Visa AMF du 16 octobre 2012 n° 12-500

L'agrément du capital de la société a été obtenu auprès du
Ministère de l'Economie et des Finances le 5 octobre 2012.

SOMMAIRE

Résumé, Avertissement

I. Facteurs de risque

II. Raison Sociale

III. Objet Social

IV. Fondateurs

V. Politique d'investissement

5.1 Objectifs d'investissement

5.2 Modalités des investissements

5.3 Répartition des risques

VI. Administration – Direction – Contrôle des structures de fonctionnement

6.1 Administrateurs et Dirigeants

6.2 Structure de décision des investissements

6.3 Structure de gestion des investissements et modalités de contrôle

6.3.1 Contrôle de la production

6.3.2 Contrôle de la distribution

6.3.3 Contrôle de l'exploitation

6.4 Structure de fonctionnement

6.5 Contrôleurs légaux des comptes

6.6 Commissaire du gouvernement

VII. Caractéristiques financières

7.1 Rentabilité prévisionnelle

7.2 Placement de la trésorerie

7.3 Frais de fonctionnement

7.3.1 Organes de direction

7.3.2 Frais de gestion

7.4 Politique d'affectation des bénéfices

VIII. Fiscalité

8.1 Avantages fiscaux accordés aux souscripteurs particuliers fiscalement domiciliés en France

8.1.1 Avantages fiscaux

8.1.2 Plafonnement global de la somme des avantages fiscaux pouvant être obtenus en matière d'impôt sur le revenu

8.1.3 Régime fiscal applicable aux actions de SOFICA

8.2. Avantages fiscaux accordés aux entreprises qui souscrivent au capital de SOFICA

8.2.1 Avantages fiscaux

8.2.2 Fiscalité des revenus générés par la souscription au capital de la SOFICA

8.3 Obligations déclaratives (communes à tous les souscripteurs)

8.4 Régime fiscal de la SOFICA

8.5 Cas de remise en cause des avantages fiscaux

IX. Cession des Actions

X. Renseignements concernant la Société INDÉFILMS 2

XI. Renseignements concernant l'émission des actions

XII. Information des actionnaires

XIII. Responsables du Prospectus

Annexe : projet de statuts

RÉSUMÉ

(Article 212-8 du Livre 2 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers)

AVERTISSEMENT

Le résumé doit être lu comme une introduction au prospectus.

Toute décision d'investir dans les titres financiers de la SOFICA **INDÉFILMS 2** qui font l'objet de l'offre au public doit être fondée sur un examen exhaustif du prospectus.

Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des Etats membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du prospectus avant le début de la procédure judiciaire.

Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction et en ont demandé la notification au sens de l'article 212-41 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus.

CARACTERISTIQUES DE L'ÉMETTEUR

- Emetteur(s) : **INDÉFILMS 2**.
 - o Capital Social : **INDÉFILMS 2** est une société anonyme au capital de 5 000 000 (cinq millions) euros, divisé en 50 000 (cinquante mille) actions de 100 (cent) euros chacune.
 - o Objet Social : La société a pour objet exclusif le financement en capital d'oeuvres cinématographiques ou audiovisuelles agréées dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle et notamment la loi n°85-695 du 11 juillet 1985 modifiée et ses textes d'application.
 - o Garant : **INDÉFILMS 2** est une SOFICA non garantie
- Durée de vie : la durée de vie de la SOFICA **INDÉFILMS 2** est fixée à 10 (dix) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, sauf dissolution anticipée ou prorogation.
- Siège social : 5, rue de la Rochefoucauld, 75009 Paris.
- Exercice social : du 1er janvier au 31 décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de **INDÉFILMS 2** au Registre du Commerce et des Sociétés et se terminera le 31 décembre 2013.

INSTRUMENTS FINANCIERS CONCERNES

INDÉFILMS 2 est constituée par offre au public de titres financiers. Elle envisage de procéder à l'émission de 50 000 (cinquante mille) actions de 100 (cent) Euros chacune, de même catégorie, libérées intégralement. Les actions de la société seront nominatives, souscrites en numéraire et représentées par une inscription chez l'émetteur ou un intermédiaire habilité. Toute souscription devra porter sur un minimum de 50 (cinquante) actions.

RISQUES PRESENTES PAR L'EMETTEUR, LES GARANTS EVENTUELS ET LES INSTRUMENTS FINANCIERS CONCERNES.

L'émetteur attire l'attention du public sur les facteurs de risques suivants :

- a) sur le fait que préalablement à toute souscription, l'investisseur doit s'assurer que ce produit est adapté à sa situation patrimoniale et fiscale,
- b) sur le fait que le(s) fondateur(s) d'**INDÉFILMS 2** envisage(nt) chacun de détenir au minimum une(1) actions soit 0,002% du capital au terme de la présente offre au public,
- c) sur le fait que, lors de la constitution de la société, les souscripteurs ne bénéficieront d'aucune garantie de rachat de leurs actions,

d) sur les caractéristiques générales du placement en actions de SOFICA,

e) sur l'existence d'un plafonnement global annuel de la somme des avantages fiscaux pouvant être obtenus en matière d'impôt sur le revenu, fixé pour l'imposition des revenus de 2012 et pour chaque foyer fiscal, à 18 000 € majorés de 4% du revenu net global dudit foyer.

En outre, **INDÉFILMS 2** investira un maximum de 33,33% de son enveloppe d'investissement dans des contrats d'adossement avec des sociétés de production d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles. C'est-à-dire qu'**INDÉFILMS 2** bénéficiera pour ces investissements d'un engagement de rachat par la société de production, sans garantie ni contre-garantie bancaire, des parts détenues par **INDÉFILMS 2** sur l'œuvre concernée. **INDÉFILMS 2** ne tirera aucun profit de la revente des investissements adossés, qui supporteront les frais de gestion de la SOFICA au même titre que les investissements non adossés. Ces investissements adossés ne feront pas l'objet d'une garantie ou d'une contre-garantie bancaire permettant d'en sécuriser le paiement.

Il s'agit d'un placement à risque dont le rendement potentiel doit être apprécié en tenant compte des avantages fiscaux. Il est rappelé que les sommes versées en vue de la souscription en numéraire au capital d'une SOFICA donnent droit à une réduction d'impôt sur le revenu des personnes physiques à hauteur de 30% majoré à 36% du montant souscrit, dans la double limite de 25% du revenu net imposable et 18 000 € par foyer fiscal, lorsque la SOFICA, comme c'est le cas de la SOFICA **INDÉFILMS 2**, s'engage à réaliser au minimum 10% de ses investissements par souscription au capital de sociétés de production cinématographique ou audiovisuelle.

Il s'agit d'un placement dont la durée de blocage sera en principe, s'il n'y a pas de marché secondaire, égale à la durée de vie de la société, soit 10 ans, sauf dissolution anticipée qui ne pourra intervenir qu'avec l'accord du Ministère de l'Économie et des Finances à compter d'une durée minimale de 5 ans. Les possibilités pratiques de cession sont limitées.

Avant le délai de cinq (5) ans à compter de la souscription des actions, les actionnaires peuvent céder leurs titres mais perdent alors les avantages fiscaux accordés par la loi.

L'existence d'un marché des actions obtenu par admission des titres à la cote de l'Euroliste de NYSE Euronext, dépendra de la rentabilité potentielle de la SOFICA **INDÉFILMS 2** dans un secteur dont la rentabilité est aléatoire. De plus, du fait de l'absence d'avantage fiscal pour l'acheteur de second rang, l'acquéreur initial ne peut être assuré de trouver un acheteur.

Dans le cas d'une exploitation déficitaire, la SOFICA ne peut modifier ses résultats, par l'exercice d'une activité autre que la participation à la production ou à la réalisation d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles, sans encourir le risque d'avoir à payer une indemnité égale à 25% de la fraction du capital qui n'a pas été utilisée conformément à son objet social.

La loi a précisé qu'en cas de dissolution anticipée de la SOFICA, à sa seule initiative, le Ministre de l'Économie et des Finances pouvait ordonner la réintégration des sommes déduites dans le revenu ou les résultats imposables au cours de l'année ou de l'exercice au cours desquels elles auront été déduites. En conséquence, une dissolution anticipée de la SOFICA ne peut être envisagée qu'avec l'accord du Ministre de l'Économie et des Finances.

I. FACTEURS DE RISQUE

L'émetteur attire l'attention du public sur les facteurs de risques suivants :

- a) sur le fait que préalablement à toute souscription, l'investisseur doit s'assurer que ce produit est adapté à sa situation patrimoniale et fiscale,
- b) sur le fait que le(s) fondateur(s) d' **INDÉFILMS 2** envisage(nt) chacun de détenir au minimum une (1) actions soit 0,002% du capital au terme de la présente offre au public,
- c) sur le fait que, lors de la constitution de la société, les souscripteurs ne bénéficieront d'aucune garantie de rachat de leurs actions,
- d) sur les caractéristiques générales du placement en actions de SOFICA,
- e) sur l'existence d'un plafonnement global annuel de la somme des avantages fiscaux pouvant être obtenus en matière d'impôt sur le revenu, fixé pour l'imposition des revenus de 2012 et pour chaque foyer fiscal, à 18 000 € majorés de 4% du revenu net global dudit foyer.

En outre, **INDÉFILMS 2** investira un maximum de 33,33% de son enveloppe d'investissement dans des contrats d'adossement avec des sociétés de production d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles. C'est-à-dire qu'**INDÉFILMS 2** bénéficiera pour ces investissements d'un engagement de rachat par la société de production, sans garantie ni contre-garantie bancaire, des parts détenues par **INDÉFILMS 2** sur l'oeuvre concernée. **INDÉFILMS 2** ne tirera aucun profit de la revente des investissements adossés, qui supporteront les frais de gestion de la SOFICA au même titre que les investissements non adossés. Ces investissements adossés ne feront pas l'objet d'une garantie ou d'une contre-garantie bancaire permettant d'en sécuriser le paiement.

Il s'agit d'un placement à risque dont le rendement potentiel doit être apprécié en tenant compte des avantages fiscaux. Il est rappelé que les sommes versées en vue de la souscription en numéraire au capital d'une SOFICA donnent droit à une réduction d'impôt sur le revenu des personnes physiques à hauteur de 30% majoré à 36% du montant souscrit, dans la double limite de 25% du revenu net imposable et 18 000 € par foyer fiscal, lorsque la SOFICA, comme c'est le cas de la SOFICA **INDÉFILMS 2**, s'engage à réaliser au minimum 10% de ses investissements par souscription au capital de sociétés de production cinématographique ou audiovisuelle.

Il s'agit d'un placement dont la durée de blocage sera en principe, s'il n'y a pas de marché secondaire, égale à la durée de vie de la société, soit 10 ans, sauf dissolution anticipée qui ne pourra intervenir qu'avec l'accord du Ministre de l'Économie et des Finances à compter d'une durée minimale de 5 ans. Les possibilités pratiques de cession sont limitées.

Avant le délai de cinq (5) ans à compter de la souscription des actions, les actionnaires peuvent céder leurs titres mais perdent alors les avantages fiscaux accordés par la loi.

L'existence d'un marché des actions obtenu par admission des titres à la cote de l'Euroliste de NYSE EURONEXT, dépendra de la rentabilité potentielle de la SOFICA **INDÉFILMS 2** dans un secteur dont la rentabilité est aléatoire. De plus, du fait de l'absence d'avantage fiscal pour l'acheteur de second rang, l'acquéreur initial ne peut être assuré de trouver un acheteur.

Dans le cas d'une exploitation déficitaire, la SOFICA ne peut modifier ses résultats, par l'exercice d'une activité autre que la participation à la production ou à la réalisation d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles, sans encourir le risque d'avoir à payer une indemnité égale à 25% de la fraction du capital qui n'a pas été utilisée conformément à son objet social.

La loi a précisé qu'en cas de dissolution anticipée de la SOFICA, à sa seule initiative, le Ministre de l'Économie et des Finances pouvait ordonner la réintégration des sommes déduites dans le revenu ou les résultats imposables au cours de l'année ou de l'exercice au cours desquels elles auront été déduites. En conséquence, une dissolution anticipée de la SOFICA ne peut être envisagée qu'avec l'accord du Ministre de l'Économie et des Finances.

II. RAISON SOCIALE

La société a pris la dénomination de **INDÉFILMS 2**.

III. OBJET SOCIAL

INDÉFILMS 2 a pour objet exclusif le financement d'oeuvres cinématographiques ou audiovisuelles agréées dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle et notamment la loi n°85-695 du 11 juillet 1985 modifiée et de ses textes d'application.

A cette fin, **INDÉFILMS 2** effectuera ses investissements, soit par versements en numéraire réalisés par contrats d'association à la production, soit par souscription au capital de sociétés ayant pour activité exclusive la réalisation d'oeuvres audiovisuelles ou cinématographiques agréées.

En outre, **INDÉFILMS 2** pourra exercer toute activité qui ne serait pas contraire à la réglementation applicable aux sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle et notamment à la loi n°85-695 du 11 juillet 1985 modifiée et aux textes de son application.

IV. FONDATEURS

INDÉFILMS 2 est fondée par la société **INDÉFILMS GESTION S.A.R.L.**

INDÉFILMS GESTION est une société de conseil et de gestion d'investissements dédiée, constituée le 14 février 2012, et détenue à parts égales par Emilien Bignon, Camille Gentet et Pierre Guyard, ayant pour activité principale la fondation, le montage et la gestion de **SOFICA**, et notamment la fondation, le montage et la gestion des différentes générations annuelles de **SOFICA INDÉFILMS**.

INDÉFILMS GESTION est elle-même exclusivement gérée par ses trois actionnaires :

- **Emilien Bignon**, né le 25 janvier 1979 à Neuilly-sur-Seine (92) demeurant 23 rue de Saint Quentin, 75010, qui envisage de détenir au moins une (1) action sur les 50 000 (cinquante mille) constituant le capital social, soit 0,002% du capital social. Emilien Bignon est gérant majoritaire de la société **AQUARIUM SARL**, sise au 23 rue de Saint-Quentin (75010), qui fait entre autres, du conseil en financements pour l'industrie cinématographique.
- **Camille Gentet**, né le 10 mai 1981 à Chatenay Malabry (92), demeurant au 94 rue de Miromesnil, 75008 Paris, qui envisage de détenir au moins une (1) action sur les 50 000 (cinquante mille) constituant le capital social, soit 0,002% du capital social. Camille Gentet est une des fondatrices de la société **Flamme Films** sise au 14 rue Milton, 75009 Paris, qui fait entre autres, du conseil en financements pour l'industrie cinématographique.
- **Pierre Guyard**, né le 18 mars 1980 à Paris (75), demeurant au 15 rue de Moscou, 75008 Paris, qui envisage de détenir au moins une (1) action sur les 50 000 (cinquante mille) constituant le capital social, soit 0,002% du capital social. Pierre Guyard est le fondateur de la société **La Banquise Films** sise au 63 rue Ordener, 75018 Paris qui fait entre autres, du conseil en financements pour l'industrie cinématographique.

V. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

5.1. Objectifs d'investissement

5.1.a) Objectifs financiers

Dans le cadre de son objet social, **INDÉFILMS 2** a pour objectif de financer la production d'oeuvres cinématographiques ou audiovisuelles susceptibles de générer un retour sur les fonds investis. Pour cela, **INDÉFILMS 2** s'efforcera d'obtenir :

- une rémunération des fonds jusque récupération de ses investissements, et
- un intéressement résiduel aux recettes de l'oeuvre afin de rémunérer le risque d'investissement.

INDÉFILMS 2 investira dans la production de films en contrepartie de droits à recettes sur les différents supports d'exploitation et calculés sur la base des recettes nettes part producteur.

5.1.b) Règles d'investissement

INDÉFILMS 2 effectuera la totalité de ses investissements prévus dans un délai de douze mois après la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés inscrite dans l'extrait K-bis.

INDÉFILMS 2, conformément à l'article 238bisHG du CGI, réalisera ses investissements sous la forme :

- De versements en numéraire réalisés par contrats d'association à la production, pour un maximum de 90% de ses investissements. Ils permettront d'acquérir un droit sur les recettes d'exploitation d'une oeuvre cinématographique ou audiovisuelle agréée dans les conditions prévues à l'article 238 bis HF et limiteront la responsabilité du souscripteur au montant du versement. Les contrats seront inscrits au Registre Public du Cinéma et de l'Audiovisuel prévu au titre II du livre Ier du code du cinéma et de l'image animée ; Ses titulaires ne jouiront d'aucun droit d'exploitation de l'oeuvre et ne pourront bénéficier des aides financières à la production du Centre National du Cinéma et de l'Image Animée. Le financement par ces contrats ne pourra pas excéder 50 % du coût total de l'oeuvre.
- De souscription au capital de sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun et qui ont pour objet exclusif la réalisation d'oeuvres cinématographiques ou audiovisuelles agréées, pour un minimum de 10% de ses investissements.

En outre, **INDÉFILMS 2** s'est engagée, dans le cadre de la « Charte déontologique SOFICA 2012 » du Centre National du Cinéma et de l'Image Animée, aux spécificités d'investissement suivantes :

- 100% de son enveloppe d'investissement en faveur d'oeuvres produites par des producteurs délégués indépendants en capital de sociétés (ou un groupe de sociétés liées) disposant d'une forte puissance de marché telle que cette notion est appréciée par le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée.
- un maximum de 33,33% de son enveloppe d'investissement dans des contrats d'adossesment avec des sociétés de production d'oeuvres cinématographiques ou audiovisuelles. C'est-à-dire qu'**INDÉFILMS 2** bénéficiera pour ces investissements d'un engagement de rachat par la société de production, sans garantie ni contre-garantie bancaire, des parts détenues par **INDÉFILMS 2** sur l'oeuvre concernée. **INDÉFILMS 2** ne tirera aucun profit de la revente des investissements adossés, qui supporteront les frais de gestion de la SOFICA au même titre que les investissements non adossés. Ces investissements adossés ne feront pas l'objet d'une garantie ou d'une contre-garantie bancaire permettant d'en sécuriser le paiement.
- 80% de son enveloppe d'investissement sous forme de contrats d'association à la production en faveur d'oeuvres dont le devis présenté à l'agrément des investissements du Centre National du Cinéma et de l'Image Animée sera inférieur à 8 millions d'euros.
- 40% de son enveloppe d'investissement sous forme de contrats d'association à la production dans des premières et secondes oeuvres de réalisateurs.

5.2. Répartition des risques

Pour se constituer un portefeuille de droits à recettes suffisamment diversifié, la proportion maximale des fonds propres de **INDÉFILMS 2** susceptible d'être investie dans une même oeuvre est limitée à 10%.

Il est par ailleurs rappelé que l'article 238 bis HG b du Code Général des Impôts prévoit qu'une oeuvre ne peut être financée à plus de 50% du coût total de l'oeuvre concernée par une ou plusieurs SOFICA dans le cadre de contrats d'association.

VI. ADMINISTRATION – DIRECTION – CONTROLE – STRUCTURES DE FONCTIONNEMENT

6.1. Gouvernance

La société sera administrée par un Conseil d'administration qui comportera au maximum 18 (dix huit) membres. Les premiers Administrateurs proposés au vote de l'Assemblée Générale constitutive seront les personnes physiques suivantes:

- Monsieur **Emilien Bignon**,
- Mademoiselle **Camille Gentet**,
- Monsieur **Pierre Guyard**,
- Monsieur **Jean d'Arthuys**, Directeur du FSI (Fonds Stratégique d'Investissement) en charge de l'activité d'investissement et membre du Comité Exécutif depuis juin 2010.

Les trois premiers administrateurs cités sont pressentis pour exercer les fonctions de Président, Directeur Général et Directeur Général Délégué, nommés par le Conseil d'Administration de **INDÉFILMS 2**.

6.2. Structure de décision des investissements

Les décisions d'investissement sous forme de contrats d'association à la production non adossés seront prises à la majorité simple par un Comité d'Investissement.

Le Comité d'Investissement d'**INDÉFILMS 2** se réunira si possible mensuellement, et sinon au moins chaque bimestre.

Chaque Comité d'Investissement d'**INDÉFILMS 2** sera composé de :

- Un des trois actionnaires du fondateur d'**INDÉFILMS 2** ;
- Un siège « expert professionnel du support d'exploitation Salles France » ;
- Un siège « expert professionnel du support d'exploitation Ventes internationales » ;
- Un siège « expert professionnel du support d'exploitation Télévisuel France » ;
- Un siège « expert professionnel des acquisitions Vidéo – Vidéo à la Demande France, et/ou Développement – coproductions » ;
- Un siège « expert institutionnel ou généraliste familier des problématiques cinématographiques et/ou du management culturel ».

En complément des 6 sièges composant chaque Comité d'Investissement, **INDÉFILMS 2** pourra également faire appel à d'autres professionnels du secteur cinématographique pour participer aux Comités d'Investissement à titre d'invité ponctuel ou de suppléant d'un siège ponctuellement vacant, dans la limite de huit participants au total.

Le quorum requis pour la délibération des Comités d'Investissement sera de deux tiers, toute modification devant être déterminée par le conseil d'administration.

Les personnes pressenties pour chaque Comité d'Investissement seront indépendantes des intervenants liés à la SOFICA. Il n'existe aucun conflit d'intérêt potentiel à leur nomination.

En outre, au cours de l'examen d'un projet de film, tout membre du Comité d'Investissement impliqué par sa profession dans la production ou la commercialisation de ce projet ne prendra pas part au vote.

Le Comité d'Investissement sélectionnera les films en fonction de la qualité des éléments artistiques présentés, des compétences des porteurs de projet et de l'équipe de production, de l'économie du projet (et notamment de l'adéquation de son budget au potentiel de recettes) et des engagements de diffusion du film.

6.3. Structure de fonctionnement et de gestion

INDÉFILMS 2 pourra disposer de personnel propre, en particulier un chargé de mission, pour seconder la Direction Générale.

INDÉFILMS 2 fera appel à des prestataires de service : pour son fonctionnement et sa gestion. Des contrats de services seront notamment établis :

- Entre **INDÉFILMS 2** et la société **INDÉFILMS GESTION**.

Pour la gestion des investissements :

- la gestion de l'accueil des projets (réception, étude, présentation) ;
- la gestion des comités d'investissement (organisation, présentation des dossiers) ;
- la gestion des contrats (négociation, rédaction des contrats d'association à la production) ;
- le contrôle des investissements (Cf. paragraphe 6.4 ci-après);

Et pour la gestion de la société **INDÉFILMS 2** :

- l'organisation et le suivi de la vie sociale de la société ;
- la gestion administrative et comptable de la société et la gestion de la trésorerie.

INDÉFILMS GESTION est une société constituée depuis le 14 février 2012, détenue à parts égales par Mlle Camille Gentet, M. Pierre Guyard et Monsieur Emilien Bignon, dont l'activité est le conseil et la gestion

d'investissement, spécialisée dans le secteur de la production cinématographique et audiovisuelle. Son activité principale en 2012 a porté sur la gestion de SOFICA, et notamment la gestion de la SOFICA INDÉFILMS.

- Entre **INDÉFILMS 2** et l'établissement agréé qui assurera les prestations de gestion du service titres et de tenue du registre des actionnaires ainsi que l'organisation et le suivi de la vie sociale d'**INDÉFILMS 2**. Le prestataire est la Société CACEIS Corporate Trust, sise au 14 rue Rouget de Lisle – 92862 Issy-Les-Moulineaux Cedex 9.

6.4. Modalités de contrôle

Des mesures seront prises pour contrôler la production et l'exploitation des oeuvres aux financements desquelles **INDÉFILMS 2** sera associée, directement ou indirectement.

6.4.1. Contrôle de la production

- Analyse des droits acquis.
- Analyse des budgets et des plans de financement.
- Analyse des plannings de fabrication

6.4.2. Contrôle de la distribution et de l'exploitation

- Récupération des mandats de distribution après signature
- Contrôle des décomptes de recettes.
- Vérification des frais déductibles opposables.
- Etablissement d'un bilan financier oeuvre par oeuvre.
- Conformément à l'Article 36 du Code de l'Industrie Cinématographique, **INDÉFILMS 2** pourra encaisser seule et directement de toute personne, notamment les diffuseurs, les sommes à lui revenir.

6.5. Contrôleurs légaux des comptes

La régularité des états financiers de la société sera contrôlée par un contrôleur légal des comptes titulaire et un contrôleur légal des comptes suppléant. Ont été pressentis comme contrôleurs légaux des comptes sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale constitutive :

- Contrôleur légal des comptes titulaire : Monsieur Bruno Coubard, né le 4 novembre 1958 à Paris (19^{ème}), domicilié au 103, avenue de la Marne – 92600 – Asnières. Inscrit à la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Versailles
- Contrôleur légal des comptes suppléant : HERMESIANE, société de Commissaires aux Comptes, SAS au capital de 50.000 €, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 332 725 506, domiciliée au 32, rue Savier à Malakoff (92240).

6.6. Commissaire du Gouvernement

Le Commissaire du Gouvernement est désigné par arrêté du Ministère de l'Économie et des Finances. Il peut assister aux réunions du Conseil d'Administration de **INDÉFILMS 2** et se faire communiquer toutes les pièces ou documents utiles à son information. Son rôle consiste à s'assurer de la régularité des opérations effectuées par la SOFICA. Il n'a à se prononcer ni sur la qualité de la gestion, ni sur l'opportunité des décisions prises.

VII. CARACTERISTIQUES FINANCIERES

7.1. Rentabilité prévisionnelle

Compte tenu de la particularité des investissements qui seront réalisés, du secteur d'activité et de l'aspect aléatoire des recettes, notamment des films cinématographiques, il n'a pas été établi de compte prévisionnel de résultats.

Cependant, **INDÉFILMS 2** s'engage à procéder à:

- Une diversification des investissements (éditoriale, économique, commerciale : voir supra section 5.1 objectifs d'investissement)

- Une gestion opérationnelle des investissements et un suivi des frais de gestion.

Enfin, la rentabilité d'un placement en actions de SOFICA **INDEFILMS 2** doit s'apprécier au regard de :

- l'avantage fiscal dont bénéficiera le souscripteur dans la limite du paragraphe VIII ci-dessous ;
- de la durée de blocage du placement ;
- du montant des sommes qui seront récupérées par le souscripteur lors de la sortie de la SOFICA.

7.2. Placement de la trésorerie

En conformité avec les dispositions du décret n°85-982 du 17 septembre 1985 et du décret n°2010-13 du 6 janvier 2010, **INDEFILMS 2** pourra placer ses disponibilités en comptes productifs d'intérêts durant la période de réalisation des investissements dans les limites et selon les modalités autorisées par la réglementation.

De plus, **INDEFILMS 2** pourra placer sur des comptes productifs d'intérêts l'intégralité des remontées de recettes des films au financement desquels **INDEFILMS 2** est associée.

7.3. Frais de fonctionnement

7.3.1. Organes de direction

Il n'est pas envisagé d'attribuer aux membres du Conseil d'Administration un montant annuel global de jetons de présence. Aucune rémunération ne sera initialement attribuée au Président du Conseil d'Administration ou au(x) Directeur(s) Général(aux) de **INDEFILMS 2**.

Les frais et débours des membres du Conseil d'Administration seront remboursés sur présentation des pièces justificatives. Ces éventuels frais seront inclus dans les frais de gestion.

7.3.2. Frais de gestion

INDEFILMS 2 devrait supporter pour les frais de gestion correspondant principalement aux postes suivantes :

- Gestion du service titres et tenue du registre des actionnaires ;
- Organisation et suivi de la vie sociale de la Société ;
- Gestion administrative, comptable et gestion de trésorerie ;
- Sélection et gestion des investissements ;
- Rémunération du ou des éventuels salariés ;
- Rémunération des prestataires de services et consultants ;
- Frais administratifs (notamment impôts et taxes, hors impôt sur les sociétés, frais de publicité et de publication légale) et autres frais divers ;

Ces charges sont évaluées jusqu'au sixième exercice à :

- Pour le premier exercice : 4,54% Toutes Taxes Comprises du capital social si celui-ci est intégralement souscrit ;
- Pour le deuxième exercice : 2,00% Toutes Taxes Comprises du capital social si celui-ci est intégralement souscrit ;
- Pour les troisième, quatrième et cinquième exercices, et par exercice : 0,97% Toutes Taxes Comprises du capital social si celui-ci est intégralement souscrit, lorsque **INDEFILMS 2** aura effectué tous ses investissements ;
- Pour le sixième exercice : 0,58% Toutes Taxes Comprises du capital social si celui-ci est intégralement souscrit ;

Le cas échéant, pour les exercices suivants, les charges de gestion devraient être significativement inférieures.

7.3.3 Frais exceptionnels

INDEFILMS 2 supportera en outre et notamment les charges exceptionnelles suivantes :

Au titre des frais d'établissement :

- une commission de placement, versée aux intermédiaires financiers, relative à l'Offre au Public de titres financiers, au maximum de 3% Toutes Taxes Comprises du capital social levé si celui-ci est intégralement souscrit ;

- des frais de constitution comprenant la centralisation des titres, les coûts administratifs directs et les frais de montage, évalués à 2,66% Toutes Taxes Comprises du capital social levé si celui-ci est intégralement souscrit, au titre de la première année.

Au titre des frais de sortie : évalués à 1,31% Toutes Taxes Comprises du capital social levé si celui-ci est intégralement souscrit.

7.4. Politique d'affectation des bénéfices

Le bénéfice distribuable d'un exercice est constitué par les bénéfices de cet exercice, diminués des éventuelles pertes antérieures ainsi que des sommes portées en réserve, en application de la loi ou des statuts, et augmentés des éventuels reports à nouveau bénéficiaires.

Le total du bénéfice distribuable et des réserves dont l'assemblée générale ordinaire de **INDÉFILMS 2** a la disposition constitue les sommes distribuables.

L'assemblée générale peut décider de distribuer tout ou partie des sommes distribuables. En cas de prélèvement sur les réserves, sa décision doit indiquer expressément les postes de réserve sur lesquels sont prélevées les sommes distribuées.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé au moins cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légal ; ce prélèvement est obligatoire jusqu'à ce que la réserve légale atteigne le dixième du capital social.

VIII. FISCALITE

Il appartient de manière générale aux souscripteurs et actionnaires de se tenir régulièrement informés de toute modification du régime fiscal des SOFICA ou de leurs souscripteurs, qui pourront intervenir ultérieurement.

8.1. Fiscalité des souscripteurs particuliers fiscalement domiciliés en France

8.1.1. Avantages fiscaux

Les sommes versées en 2012 par des personnes physiques en vue de la souscription en numéraire d'actions de SOFICA dont le capital a été agréé par le Ministère de l'Économie et des Finances, donnent droit à une réduction d'impôt égale à 30% majorés à 36% des sommes versées, dans la double limite pour cette somme de 4% de leur revenu net imposable et de 18 000 euros par foyer fiscal (sauf dispositions contraires ultérieures), lorsque la SOFICA bénéficiaire de la souscription s'engage à réaliser au moins 10% de ses investissements directement dans le capital de société de réalisation avant le 31 décembre de l'année suivant celle de la souscription.

8.1.2. Plafonnement global de la somme des avantages fiscaux pouvant être obtenus en matière d'impôt sur le revenu

La loi de finances pour 2009 (loi n°2008-1425 du 27 décembre 2008) a institué un plafonnement global (dit "plafonnement des niches fiscales") de la somme des avantages fiscaux pouvant être obtenus en matière d'impôt sur le revenu, par voie de déductions des revenus, de réductions ou de crédits d'impôt.

Pour l'imposition des revenus de 2012, la Loi de finances pour 2012 votée en 2011 (loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010) fixe ce plafonnement annuel pour chaque foyer fiscal à 18.000 euros majorés de 4% du revenu net imposable du dit foyer. L'attention des investisseurs est appelée sur le fait que le montant de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de la souscription au capital d'une SOFICA sera pris en compte par l'administration fiscale pour le calcul de ce plafonnement.

8.1.3. Régime fiscal applicable aux actions de SOFICA

8.1.3.1. Régime fiscal des actions

Les titres dont la souscription a ouvert droit à la réduction d'impôt prévue à l'article 199 unvicies du CGI ne peuvent pas figurer sur un plan d'épargne en actions (art. L. 221-31, II-2° du code monétaire et financier) pour éviter un cumul d'avantages fiscaux.

Les souscriptions donnant lieu à la réduction d'impôt prévue à l'article 199 unvicies du CGI au titre du financement en capital d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles ne peuvent ouvrir droit à la réduction d'impôt au titre des souscriptions au capital de petites et moyennes entreprises (CGI art. 199 terdecies-0A).

Les actions souscrites par les personnes morales non soumises à l'impôt sur les sociétés ne donnent pas droit à réduction d'impôt sur le revenu net global des associés.

Les actions inscrites au bilan d'une entreprise relevant de l'impôt sur le revenu ne peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation.

Les actions souscrites par les sociétés soumises à l'I.S. peuvent faire l'objet d'un amortissement exceptionnel de 50% du montant des souscriptions.

8.1.3.2 Régime fiscal des dividendes

Les éventuels dividendes versés doivent être pris en compte pour la détermination du revenu global du contribuable imposable dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers au titre de l'année de leur perception.

Le régime décrit ci-après est celui applicable aux dividendes de sociétés françaises ou de certaines sociétés étrangères soumises à l'impôt sur les sociétés (ou à un impôt équivalent) distribués en vertu d'une décision régulière des organes compétents.

Depuis le 1^{er} Janvier 2011, le taux de prélèvements sociaux est passé de 12,1% à 13,5%. Les dividendes perçus de SOFICA sont soumis au même régime que les dividendes d'actions françaises. Ils sont soumis à l'impôt sur le revenu au barème progressif.

La Loi de Finances Rectificative pour 2012 a relevé le taux du prélèvement social sur les revenus du patrimoine et sur les produits de placement de 3,4 % à 5,4 %. Le taux global des prélèvements sociaux comprenant la CSG, la CRDS, le prélèvement social et ses contributions additionnelles est ainsi porté de 13,5 % à 15,5 % à compter du 1^{er} janvier 2012.

Il est précisé que pour la détermination de l'impôt sur le revenu au barème progressif:

- Un premier abattement de 40% est applicable sur les dividendes bruts perçus ;
- Le montant des revenus nets est obtenu après application de l'abattement de 40% et de l'abattement global annuel de 3 050€ pour les couples mariés ou pacsés soumis à une imposition commune et de 1 525€ pour les personnes célibataires, veuves, divorcées.
- Les prélèvements sociaux (CSG, CRDS, prélèvement social de 3,4% (5,4% à compter du 1^{er} janvier 2012), contribution additionnelle de 0,3% et contribution additionnelle de 1,1%) s'appliquent quant à eux sur le montant des dividendes versés, retenus avant application de l'abattement de 40% et de l'abattement global annuel de 3 050€ ou 1525€.
- Depuis la loi des finances 2011, le crédit d'impôt de 115 € ou 230 € ne s'applique plus.

Toutefois, les actionnaires personnes physiques peuvent choisir expressément le prélèvement forfaitaire libératoire au lieu de l'imposition au barème progressif, conformément aux dispositions de la loi de finances pour 2010. A ce prélèvement de 19% (21% à compter du 1^{er} janvier 2012), applicable aux dividendes versés à compter du 1^{er} janvier 2011, s'ajoutent les prélèvements sociaux tels que décrits dans le cas de l'imposition selon le barème progressif.

8.1.3.3 Régime fiscal applicable aux plus ou moins-values de cession

Conformément à l'article 150-0 A du CGI, les plus-values de cession d'actions réalisées par les personnes physiques ayant leur résidence fiscale en France sont soumises, dès le premier euro, à l'impôt sur le revenu au taux de 19% quel que soit le montant annuel des cessions de valeurs mobilières, droits sociaux, ou titres assimilés réalisées par l'ensemble des membres du foyer fiscal du contribuable (hors cessions exonérées de titres détenus dans le cadre d'un plan d'épargne en actions).

Quel que soit le montant des cessions réalisées, la plus-value est également soumise aux contributions sociales au taux global de 12,3% (pour les dividendes distribués en 2011) et de 15,5% pour les dividendes distribués à compter du 1^{er} janvier 2012

D'autre part, les plus-values de cessions d'actions de SOFICA sont exclues du champ d'application de l'abattement pour durée de détention prévu à l'article 150-0 D bis du Code général des impôts et institué par la loi de finances rectificative pour 2005.

Conformément aux dispositions de l'article 150-0 D 11° du CGI, les moins-values de cessions de valeurs mobilières réalisées à compter du 1^{er} janvier 2011 deviennent imputables au titre de l'impôt sur le

revenu et des prélèvements sociaux sur les plus-values de même nature de cessions réalisées au cours de la même année ou des 10 années suivantes, dès le 1er euro de cession.

8.2. Fiscalité des entreprises qui souscrivent au capital de SOFICA

Le régime d'imposition décrit ci-après ne s'applique qu'aux entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés.

Si les actions sont inscrites au bilan d'une entreprise relevant de l'impôt sur le revenu, ces titres ne peuvent faire l'objet, sur le plan fiscal, d'une provision pour dépréciation.

Les entrepreneurs individuels bénéficient du même régime que les personnes physiques (Cf. 8.1)

8.2.1 Avantages fiscaux

Les sommes versées en 2012 en vue de la souscription en numéraire au capital d'une SOFICA agréée par le Ministère de l'Économie et des Finances, peuvent faire l'objet d'un amortissement exceptionnel de 50% dès l'année de réalisation de l'investissement.

Il est rappelé que les actions de SOFICA acquises sur le marché secondaire n'ouvrent pas droit à ces avantages fiscaux pour l'acquéreur.

Les actions souscrites par des entreprises non soumises à l'impôt sur les sociétés ne sont pas déductibles du revenu net global des associés.

8.2.2 Fiscalité des revenus générés par la souscription au capital de la SOFICA

8.2.2.1 Régime d'imposition des dividendes

Les dividendes perçus par les sociétés ayant souscrit au capital de SOFICA sont imposables dans les conditions de droit commun.

8.2.2.2 Régime d'imposition des plus-values

Si les titres de SOFICA ayant fait l'objet de l'amortissement exceptionnel sont cédés, les plus ou moins-values afférentes à ces cessions sont déterminées dans les conditions de droit commun, en partant de la valeur nette comptable des titres considérés.

Quelle que soit la durée de détention des titres, ces plus ou moins-values sont prises en compte dans le résultat imposable au taux de droit commun.

Cependant, il est précisé que si les titres de la SOFICA présentent le caractère de titres de participation au sens de l'article 219-I-a du CGI et sont détenus depuis au moins deux ans :

- la plus ou moins-value afférente est soumise au régime des bénéfices ou pertes d'exploitation à concurrence de l'amortissement pratiqué ;
- le surplus relève du régime des plus ou moins-values long terme prévoyant une exonération de la plus-value sous réserve de la prise en compte d'une quote-part égale à 5% de son montant, la moins-value n'étant pas déductible.

8.3. Obligations déclaratives (communes à tous les souscripteurs) : relevé à joindre à la déclaration de revenus ou à la déclaration de résultats

Le souscripteur doit joindre à sa déclaration de revenus ou de résultats, pour bénéficier des avantages fiscaux attachés à la souscription au capital d'une SOFICA, un relevé qui doit être établi par la SOFICA conformément à un modèle fixé par l'Administration.

Ce relevé comprend :

- L'année considérée,
- L'identification de la SOFICA,
- L'identité et l'adresse de l'actionnaire,
- Le montant du capital agréé et la date de l'agrément,
- Le nombre et les numéros des actions souscrites, le montant et la date de souscription,
- La quote-part du capital détenu par le souscripteur,
- La date et le montant des versements effectués au titre de la souscription des actions,
- Le cas échéant, le nombre et les références des actions cédées par l'actionnaire ainsi que le montant et la date des cessions

Par ailleurs, en cas de réduction d'impôt sur le revenu majorée au taux de 36% (Loi 2011-1977 du 28 décembre 2011 art. 83, I, II et IV), les souscripteurs doivent également produire, sur demande de l'administration fiscale, une copie de l'annexe à la décision d'agrément délivrée par le Ministère de l'Économie et des Finances sur laquelle figure l'engagement de la SOFICA à réaliser au moins 10% de ses investissements directement dans le capital de sociétés de réalisation avant le 31 décembre de l'année suivant celle de la souscription.

Lorsque les actions cédées au cours d'une année ont été souscrites depuis moins de cinq ans par le cédant, la SOFICA doit adresser le relevé ou un duplicata de celui-ci avant le 31 mars de l'année suivante à la direction des services fiscaux du domicile du cédant.

8.4. Régime fiscal de la SOFICA

La SOFICA est soumise à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun.

Elle peut toutefois pratiquer un régime particulier d'amortissement des droits à recettes (contrepartie des versements en numéraire réalisés aux contrats d'association à la production) défini par l'instruction du 31 octobre 1985.

Chaque droit à recettes peut, au choix de la SOFICA, être amorti à compter du premier jour du mois de délivrance du visa d'exploitation :

- Soit selon le mode linéaire sur cinq ans ;
- Soit de manière dégressive sur cinq ans, à savoir 50% la première année, 20% la seconde et 10% pour chacune des trois années suivantes ;
- Soit sous toute autre forme à venir et acceptée par la loi.

La SOFICA ne peut en revanche bénéficier du régime prévu en faveur des sociétés de capital-risque par l'article 1er modifié et 1er de la loi n°85-695 du 11 juillet 1985.

8.5. Cas de remise en cause des avantages fiscaux

8.5.1. La cession à titre gratuit ou à titre onéreux de tout ou partie des actions avant le 31 décembre de la cinquième année suivant celle du versement effectif des sommes dues au titre de leur souscription entraîne l'ajout du montant de la réduction d'impôt sur le revenu initiale à l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année de la cession. Toutefois il est admis que la réduction d'impôt sur le revenu n'est pas reprise en cas de décès de l'un des époux ou partenaires liés par un pacte civil de solidarité soumis à une imposition commune.

8.5.2 Les actions doivent revêtir la forme nominative. Une même personne ne peut, directement ou indirectement, avant l'expiration du délai de cinq années à compter du versement effectif de la première souscription au capital de la SOFICA, détenir directement ou indirectement plus de 25% de ce capital.

Les droits détenus indirectement dans une SOFICA s'entendent de ceux détenus :

- par l'intermédiaire d'une chaîne de participations :

Exemple : monsieur X détient 80% du capital d'une société qui détient elle-même 20% du capital d'une SOFICA ; détention indirecte : $80\% \times 20\% = 16\%$.

- par des personnes physiques ou morales ayant des liens de nature à établir une communauté d'intérêt.

Le non respect de cette condition peut entraîner le retrait de l'agrément fiscal de la société et la remise en cause des avantages fiscaux des souscripteurs

8.5.3. Si les actions sont inscrites au bilan d'une entreprise relevant de l'impôt sur le revenu, ces titres ne peuvent faire l'objet, sur le plan fiscal, d'une provision pour dépréciation.

8.5.4 Dissolution anticipée ou réduction de capital de la SOFICA.

En cas de dissolution anticipée de la société ou de réduction de son capital, le Ministre de l'Économie et des Finances, peut ordonner la réintégration des sommes déduites dans le résultat imposable de l'année ou de l'exercice au cours desquelles elles ont été déduites (entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés) ou la reprise de la réduction d'impôt sur le revenu obtenue au titre de l'année au cours de laquelle elle a été opérée (personnes physiques).

8.5.5. Infraction au caractère exclusif de l'activité de la SOFICA

Dans l'hypothèse où la SOFICA n'aurait pas pour activité exclusive le financement en capital d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles dans les conditions prévues par la loi du 11 Juillet 1985 et son décret d'application, elle est passible d'une indemnité égale à 25% de la fraction du capital qui n'a pas été utilisée de manière conforme à son objet, et ce, sans préjudice de l'application de l'article 238 bis HJ du Code Général des Impôts et ceci sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 1649 nonies A du Code Général des Impôts. L'agrément accordé peut être retiré, pouvant entraîner la remise en cause des avantages fiscaux.

8.5.6. Inexécution des engagements souscrits en vue de l'agrément

En application des dispositions de l'article 1649 nonies A du CGI, l'inexécution des engagements souscrits en vue d'obtenir un agrément administratif ou le non-respect des conditions auxquelles l'octroi de ce dernier a été subordonné entraîne le retrait de l'agrément, la déchéance des avantages fiscaux et l'exigibilité des impositions non acquittées assorties de l'intérêt de retard.

IX. CESSION DES ACTIONS

Au titre de la loi n°85-695 du 11 juillet 1985 modifiée, la cession des titres avant l'expiration d'un délai de cinq ans à dater de leur souscription fera perdre aux souscripteurs personnes physiques les avantages fiscaux dont ils auront bénéficié. Le montant des sommes précédemment déduites est alors rajouté à l'impôt sur le revenu net global de l'année de la cession.

Il est précisé que les actions de **INDÉFILMS 2** ne font pas l'objet d'une garantie de rachat.

X. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA SOCIETE INDÉFILMS 2

Le projet de statuts a été déposé le 19 juillet 2012 au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris.

10.1. Dénomination sociale

La SOFICA a pris la dénomination de **INDÉFILMS 2**.

10.2. Objet Social

La société a pour objet exclusif le financement en capital d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles agréées dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle et notamment la loi n°85-695 du 11 juillet 1985 modifiée et ses textes d'application.

10.3. Nationalité

INDEFILMS 2 est une société de droit français.

10.4. Siège social

Le siège social de la Société est : 5, rue de la Rochefoucauld, 75009 Paris.

10.5. Registre du Commerce et des Sociétés

La Société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris.

10.6. Code APE

Code APE: 6492Z

10.7. Forme juridique

La société revêt la forme d'une Société Anonyme par actions soumise aux dispositions du Code de commerce, notamment le Titre II Chapitre 4 sur les Sociétés commerciales et à ses décrets d'application.

10.8. Législation particulière

INDÉFILMS 2 exerce son activité dans le cadre des dispositions de l'article 40 de la loi n°85-695 du 11 juillet 1985 et du décret n°85-982 du 17 septembre 1985, afin de permettre aux souscripteurs de bénéficier des avantages financiers prévus par ce texte.

10.9. Capital social

Le capital de la société est fixé à 5 000 000 (cinq millions) euros, divisé en 50 000 (cinquante mille) actions de même catégorie de 100 (cent) euros de valeur nominale.

10.10. Date de Constitution

La SOFICA sera constituée après l'assemblée constitutive des actionnaires qui doit se tenir au plus tard le 31 janvier 2013

10.11. Durée de INDÉFILMS 2

INDÉFILMS 2 sera créée pour une durée de 10 (dix) ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Il est rappelé qu'aux termes de l'article 238 bis HL du CGI, en cas de dissolution anticipée de la SOFICA ou de réduction de son capital, l'Administration peut ordonner la reprise de la réduction d'impôt prévue à l'article 199 unvicies du CGI l'année au cours de laquelle elle a été opérée.

10.12. Exercice social

Chaque exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de **INDÉFILMS 2** au Registre du Commerce et des Sociétés et se terminera le 31 décembre 2013.

10.13. Assemblées Générales

L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Leurs délibérations prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les actionnaires, même absents, incapables ou dissidents.

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions et délais prévus par la loi.

Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire peut participer, personnellement ou par mandataire, aux assemblées sur justification de son identité et de la propriété de ses actions, sous la forme d'une inscription en compte à son nom auprès de la société trois jours avant la réunion de l'assemblée. Les personnes morales participent aux assemblées par leurs représentants légaux ou par toute personne désignée à cet effet par ces derniers.

Le vote par correspondance s'exerce selon les conditions et modalités fixées par les dispositions législatives et réglementaires.

Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par le vice-président de ce conseil s'il en a été désigné un, ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Les procès-verbaux d'Assemblées sont dressés et leurs copies sont certifiées et délivrées, conformément à la loi.

10.14. Etablissements qui assurent le service des titres et l'organisation et le suivi social de la société

CACEIS CORPORATE TRUST.

14 rue Rouget de Lisle

92862 Issy-Les-Moulineaux Cedex 9

10.15. Autres dispositions particulières des statuts

L'activité de **INDÉFILMS 2** est strictement limitée à son objet social et aux dispositions de l'article 40 de la loi du 11 juillet 1985. Il n'est prévu aucun avantage particulier.

XI. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EMISSION DES ACTIONS

11.1. Montant de l'émission

5 000 000 (cinq millions) euros.

11.2. Nombre de titres – Valeur nominale – Prix d'émission

50 000 (cinquante mille) actions de même catégorie de 100 (cent) euros de valeur nominale chacune, à libérer entièrement lors de la souscription. La société ne détenant actuellement ni réserve, ni plus-value, ni moins-value, les actions nouvelles seront émises sans prime d'émission au prix de 100 (cent) euros par action.

11.3. Forme des titres

Les actions nouvelles revêtiront la forme nominative exclusivement.

L'ensemble des titres de cette émission sera, en vertu des articles L211-4 et L 212-3 du Code Monétaire et Financier, obligatoirement inscrit en comptes tenus par l'établissement qui effectuera le service des titres. Par ailleurs, le porteur peut également inscrire en compte ses titres auprès de l'intermédiaire habilité de son choix.

11.4. Souscription minimale

A l'exception des Administrateurs, chaque souscripteur devra souscrire au minimum 50 (cinquante) actions, soit un montant minimum de souscription de 5 000 (cinq mille) euros.

11.5. Souscription maximale

En application des dispositions de la loi n°85.695 du 11 juillet 1985, aucun actionnaire ne pourra souscrire directement ou indirectement un nombre d'actions susceptible de lui faire détenir directement ou indirectement plus de 25% du capital sauf à ce que les souscripteurs perdent les avantages fiscaux prévus par cette loi.

11.6. Délai de souscription

Les souscriptions seront reçues du 20 octobre 2012 au 31 décembre 2012 inclus.

Les souscriptions pourront être suspendues sans préavis dès que le montant en capital, fixé à 5 000 000 (cinq millions) euros, aura été intégralement souscrit.

11.7. Clauses d'agrément

Il n'est prévu aucune clause d'agrément dans les statuts d'**INDÉFILMS 2**.

11.8. Produits de l'émission

Le produit brut de l'émission représente : 5 000 000 (cinq millions) euros.

Frais légaux, administratifs et de constitution : 133 173 (cent trente trois mille cent soixante treize) euros Toutes Taxes Comprises.

Rémunération globale des intermédiaires financiers : 140 000 (cent quarante mille) euros Toutes Taxes Comprises.

Le produit net est estimé à 4 726 827 (quatre millions sept cent vingt six mille huit cent vingt sept) euros Toutes Taxes Comprises.

11.9. Jouissance des titres

Les actions porteront jouissance à partir de la date d'immatriculation de **INDÉFILMS 2** au Registre du Commerce et des Sociétés.

11.10. Délai de prescription des dividendes

Les dividendes non réclamés dans un délai de 5 (cinq) ans à compter de la mise en paiement seront prescrits; ils seront alors conformément à la loi, versés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

11.11. Lieux de souscription – Dépôt des fonds

Les souscriptions et versements seront reçus sans frais auprès de l'établissement centralisateur d'**INDÉFILMS 2** où des prospectus et des bulletins de souscription seront tenus à la disposition des souscripteurs.

Établissement centralisateur :
CACEIS CORPORATE TRUST.

14 rue Rouget de Lisle
92862 Issy-Les-Moulineaux Cedex 9

Les souscriptions et versements pourront également être reçus auprès :

- d'**INDÉFILMS 2** à son siège social, 5, rue de La Rochefoucauld – PARIS (75009). Dans ce cas les fondateurs pourront utiliser les services de plateforme internet, notamment FINANCE SELECTION, pour assurer la promotion en ligne de **INDÉFILMS 2**.
- des établissements chargés par **INDEFILMS 2** de la commercialisation des actions qui souhaiteront proposer ce service de réception des souscriptions et versements à leurs clients souscripteurs.

Les actions d'**INDÉFILMS 2** pourront être commercialisées par des Prestataires de Services d'Investissement, des Conseillers en Investissements Financiers et des Démarcheurs bancaires ou financiers dans le respect des règles qui leur sont respectivement applicables.

Les actions d'**INDÉFILMS 2** seront notamment commercialisées par :

- ROTHSCHILD & CIE BANQUE, 29 avenue de Messine 75008 Paris
- UNION FINANCIERE DE FRANCE, 32 Avenue d'Iéna 75783 Paris Cedex 16
- SICAVONLINE, 53 rue de la Boétie, 75008 Paris

A l'issue de la période de souscription, les souscripteurs seront informés du montant qui leur a été alloué par les établissements auprès desquels ils auront retourné leur bulletin de souscription.

Modalités de restitution des fonds en cas de non constitution d'**INDEFILMS 2** : Au cas où le montant des souscriptions reçues n'atteindrait pas le montant de 2 500 000 (deux millions cinq cent mille) euros, la SOFICA ne serait pas constituée. Les fonds recueillis seraient alors restitués aux souscripteurs sans frais ni intérêts dans les conditions prévues par la réglementation applicable. La réduction fiscale serait, dans ce cas, à réintégrer dans l'impôt sur le revenu imposable de l'année en cours de laquelle elle avait été opérée

11.12. Modalités de convocation de l'Assemblée Constitutive

Dès l'établissement du certificat du dépositaire des fonds, il sera procédé à la convocation de l'assemblée générale constitutive de **INDÉFILMS 2**, huit jours au moins à l'avance, par voie d'insertion d'un avis de convocation publié dans un journal d'Annonces Légales du département du siège social et au BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES.

L'Assemblée Générale constitutive de **INDÉFILMS 2** se réunira au plus tard le 31 janvier 2013 au siège social ou en tout autre lieu prévu dans l'avis de convocation.

XII. INFORMATION DES ACTIONNAIRES

Tous les renseignements et documents concernant **INDÉFILMS 2** seront portés à la connaissance des actionnaires conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Une plaquette annuelle, établie conformément aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers, sera éditée et portée à la connaissance des actionnaires.

Responsables de l'information : **INDÉFILMS GESTION, INDÉFILMS 2.**

XIII. RESPONSABLES DU PROSPECTUS

Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Nom et fonction du signataire : Date : 16 octobre 2012

Le fondateur, INDÉFILMS GESTION

Visa de l'Autorité des Marchés Financiers

Par application des articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier, l'Autorité des Marchés Financiers a apposé sur le présent prospectus le visa n°12-500 en date du 16 octobre 2012.

Ce Prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée, dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

La notice légale a été publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires le 19 octobre 2012.

ANNEXE
TABLEAU DE CORRESPONDANCE

ANNEXE III REGLEMENT (CE) n°809 / 2004	PROSPECTUS INDÉFILMS 2
1. PERSONNES RESPONSABLES	
1.1.	XIII
1.2.	XIII
2. FACTEURS DE RISQUE	I
3. INFORMATIONS DE BASE	
3.1. Déclaration sur le fond de roulement net	N/A : Offre au Public de Titres Financiers en vue d'une constitution de société
3.2. Capitaux propres et endettement	N/A : Offre au Public de Titres Financiers en vue d'une constitution de société
3.3. Intérêt des personnes physiques et morales participant à l'émission / l'offre	
3.4. Raisons de l'offre et utilisation du produit	III / V / XI.8
4. INFORMATION SUR LES VALEURS MOBILIERES DEVANT ETRE OFFERTES / ADMISES A LA NEGOCIATION	
4.1.	XI
4.2.	I.1 / III / VIII.5.5 / IX / X.7 / X.14 / XI.5
4.3.	X.13 / XI.3 / XI.11
4.4.	X.8 / XI.1 / XI.2 / XI.4 / XI.6 / XI.8
4.5.	I.2 / VII.4 / VIII.1 / VIII.2 / IX / X.6 / X.X / X.12 / XI.7 / XI.9 / XI.10 / XII
4.6.	Les valeurs mobilières ont été émises sur décision des fondateurs. La société sera créée par son Assemblée Générale Constitutive, laquelle se tiendra à l'issue de l'Offre au Public
4.7.	Émission prévue dès publication au BALO suivant le visa AMF du présent prospectus
4.8.	I.2 / VIII.5 / IX / XI.5 / XI.7
4.9.	N/A. Il est envisagé une dissolution anticipée de la Société au delà de 5 ans et lorsque tous ses actifs seront liquidés
4.10.	N/A : Offre au Public de Titres Financiers en vue d'une constitution de société
4.11.	VII et VIII
5. CONDITIONS DE L'OFFRE	
5.1. Conditions, statistiques de l'offre, calendrier prévisionnel et modalités d'une demande de souscription	
5.1.1.	I / VIII.1 / VIII.2 / VIII.3 / VIII.5 / X / XI / XII
5.1.2.	XI.1
5.1.3.	XI.6 / XI.11
5.1.4.	XI
5.1.5.	XI
5.1.6.	I.2 / VIII.1 / VIII.2 / XI.4
5.1.7.	Les investisseurs ne sont pas autorisés à retirer leurs souscriptions
5.1.8.	XI.2 / XI.3
5.1.9.	XI.11 / XI.12
5.1.10.	N/A
5.2. Plan de distribution et allocation des valeurs mobilières	
5.2.1.	VIII.1 / VIII.2
5.2.2.	IV
5.2.3.	
a)	N/A
b)	N/A
c)	N/A
d)	N/A

e)	N/A
f)	N/A
g)	XI.6
h)	N/A
5.2.4.	XI.11
5.2.5.	
a)	L'octroi par la DGFP d'une enveloppe complémentaire pourrait permettre une émission plus importante qui ferait l'objet d'une publication au BALO
b)	Le dispositif de surallocation et/ou de rallonge ne pourrait exister au-delà du 31/12/2012
c)	Les conditions régissant l'emploi du dispositif de surallocation ou de rallonge seraient strictement les mêmes que celles régissant l'Offre initiale
5.3. Fixation du prix	
5.3.1.	VII.3 / XI.2
5.3.2.	La notice légale a été publiée au BALO le 19/10/2012
5.3.3.	N/A
5.3.4.	N/A
5.4. Placement et prise ferme	
5.4.1.	X.13 / XI.11
5.4.2.	XI.11
5.4.3.	XI.11 / Il n'y a pas de convention de prise ferme
5.4.4.	N/A
6. ADMISSION A LA NEGOCIATION ET MODALITES DE NEGOCIATION	
6.1.	N/A
6.2.	N/A
6.3.	N/A
6.4.	N/A
6.5.	
6.5.1.	N/A
6.5.2.	N/A
6.5.3.	N/A
6.5.4.	N/A
7. DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE	
7.1.	N/A : Offre au Public de Titres Financiers en vue d'une constitution de société
7.2.	N/A : Offre au Public de Titres Financiers en vue d'une constitution de société
7.3.	IX et XI
8. DEPENSES LIEES A L'EMISSION / A L'OFFRE	
8.1.	VII.3 / XI.8
9. DILUTION	
9.1.	N/A
9.2.	N/A
10. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	
10.1.	IV et VI.3
10.2.	N/A : Offre au Public de Titres Financiers en vue d'une constitution de société
10.3.	N/A
10.4.	N/A